

rafraîchir la mémoire de l'ami, en le priant de relire les écrits, UN LIBRE ÉLECTEUR dans le N°. 2 du 6 Septembre, un SPECTATEUR dans le même, VINGT dans le N°. 3 dans le postscriptum, ces écrits sont de nous, nous l'avons dit publiquement sur le HUSKING, et sûrement que nous parlons du caractère privé de manière à ne pas même faire penser que nos remarques y avaient trait. Ainsi l'ami se trompe grandement, mais il est sujet à ces petites erreurs. Qu'il ne se lamente pas, l'on sait partout apprécier les qualités de Mr. Ogden, on ne lui refuse pas ses mérites; mais il ne faut pas non plus lui accorder ce qui n'est pas à lui. Que l'ami de rappelle sa citation de "rendez à CESAR ce qui est à CESAR," dans son écrit inséré dans le 9me N°. et qu'il en fasse l'application, qu'il soit de BONNA VOI il conviendra que nous n'avons fait à Mr. Ogden d'autres reproches que ceux qu'il s'était lui-même mérités.

En nous reprochant de nous être vantés que son parti n'a pas réfuté les vérités que nous avons publiées, il annonce gravement que "la vérité se cache au fond d'un puits, et que ce puits est trop profond pour que nous puissions l'y aller chercher." Oui nous le répétons que son parti n'a pas répondu; c'est la vérité et nous allons dans un instant faire voir s'ils étaient justifiables à garder le silence. Il est naturel, apparemment à l'ami de vouloir cacher la vérité au fond d'un puits, mais il est heureux que la vérité n'y soit pas demeurée, elle en est sortie, c'est ce qui fait tant de peine à l'ami. Elle est si bien sortie que tout le monde l'a vue; il fait semblant d'avoir la vue couverte ce pauvre ami; mais il a beau faire, nous sommes bien persuadés que lorsqu'il est seul et certain de n'être pas aperçu, qu'il se rend à son puits et que là il fixe avec regret ses yeux baignés de larmes, sur le fond de ce puits, composant des lamentations, des Elégies, &c. sur la fuite de cette vérité, Oh qu'il aimerait à la tenir au fond du puits!

Maintenant examinons un peu la raison qu'il donne au nom de son parti, pour excuser le silence observé si profondément. Ils craignent, dit-il, qu'un imprimeur qui nous est si entièrement dévoué ne leur eût pas rendu justice, et qu'il était à propos de nous accorder *our full swing, notre mesure complète*. D'abord l'ami pêche par un grand défaut de charité, en supposant que l'imprimeur ne leur aurait pas rendu justice, parce qu'il nous est selon lui, dévoué. Il est dévoué à la cause de la vérité, n'en déplaise à l'ami, et il aura occasion de s'apercevoir que l'imprimeur compose correctement, et que le Rédacteur a soin que les écrits soient insérés tels qu'ils sont adressés; la production de l'ami en est une preuve. Pour un homme qui se plaint à tort que nous ayons attaqué, calomnié même le caractère privé de Mr. Ogden, il s'écarte un peu de ces principes de morale; comment en effet ne pas tomber dans ce défaut, lorsqu'on se tremousse si fortement le cerveau pour prouver que nous avons eu tort de prétendre que a et z font 7? Mais comment recevoir comme bonne raison ce qui suit cet acte de charité? Si dans le tems où nous rapportions des faits qui selon l'ami, calomniaient le caractère de Mr. Ogden et de ses partisans, dans un tems où il était de la plus grande importance de les nier et d'en démontrer la fausseté s'il elle avait existé, ces Messieurs craignaient que l'imprimeur ne leur rendit pas justice, comment se fait-il donc qu'aujourd'hui, ils aient tant de confiance en lui? N'appréhendent-ils pas la même injustice? Ils devraient craindre plus à présent que jamais, vu que nous cessons de parler de toutes ces affaires là, et qu'il serait de notre intérêt de ne pas publier les productions de l'ami, si nous ne savions pas qu'elles sont futiles. C'en est trop, c'est croire le public sans raison, sans discernement, sans bon sens, que de s'imaginer que ces Messieurs avaient de telles raisons, eux surtout qui disaient que le mépris était la meilleure réponse à nos avances. Comment à présent concilier tout cela? La contradiction dans la quelle tombe malgré lui l'ami, prouve clairement que son silence était un aveu tacite de la vérité de nos avances. Nous allons expliquer dans un instant, les raisons qui ont pu l'induire à venir masqué, nous attaquer de la sorte.

Il ajoute que "l'halcine commence à nous manquer." Il peut se désabuser, et nous nous flattons que puisqu'il a commencé l'attaque masqué, nous allons dans nos N°. prochains, le voir à découvert, et lui prouver la plume à la main, que bien loin de perdre haleine nous sommes encore vigoureux et assez vigoureux pour le terrasser. Il dit que le jour de rétribution est arrivé, c'est à leur tour, qu'ils ont droit de se prévaloir de la pauvreté de nos rangs. Il parle en militaire, mais il paraît qu'il n'entend guères la tactique, et il sentira peut-être par la suite assez fortement les coups que nous lui porterons, pour se désabuser à ses dépens sur la prétendue pauvreté de nos rangs. Mais ce qui provoque la rancune, c'est de l'entendre s'écrier "que nous avons cruellement souffert par la défection." Le pauvre ami est sans doute si content que nous ayons annoncé que la

guerre était finie, que dans un délire qu'occasionne ordinairement aux gens qui dans un tems de guerre, aiment mieux revenir chez eux que de marcher contre l'ennemi et s'exposer au bruit sifflant des balles, il s'est écrit avec joie, "ils sont déserter, au lieu de dire ils sont retournés dans leur pays. Ceci nous fait naître l'idée de lui répondre par une comparaison. Lors qu'un conquérant a longtemps dévasté un pays sans rencontrer le moindre obstacle, qu'il a vaincu par la justice de sa cause et par les armes, le peuple sur le territoire duquel il a fait la guerre, et que lassé de se battre contre des gens qui ne se défendent pas, il annonce publiquement qu'il discontinue ses hostilités, et assure qu'il ne molestera plus ses ennemis à moins qu'ils ne l'attaquent, ce conquérant mérite-t-il qu'on lui dise qu'il est déserter? Nous ne le croyons pas. Eh bien! l'ami doit trouver chaussure à son pied.

Maintenant que nous avons exprimé le désir que nous avons de ne plus traiter le sujet tant rebattu, il s'écrit encore dans son délire joyeux, que notre dernier N°. annonce que nous voulons capituler. Pour le déromper nous le référerons au N°. 9 de l'Argus.

Est ce demander à capituler que d'annoncer que nous reviendrons à la charge si la malice de nos ennemis nous force à le faire, pour notre justification? Nous prions l'ami d'être fermement convaincu que nous ne désirons pas capituler, bien au contraire, puisqu'il veut recommencer la guerre, nous nous mettons sur la défensive, et jusqu'à la dernière goutte de notre encre, nous défendrons de pied ferme le terrain, et nous verrons qui l'emportera. Allons l'ami, la plume à la main, érigez vos batteries, les nôtres le sont depuis longtemps, mais de grâce ôtez votre masque, car il serait important que nous fussions à armes égales. Nous voilà donc au moment d'expliquer ses motifs, les voici. Il s'est imaginé que le treizième N°. serait la fin de l'Argus, et à la façon des gens qui aiment à se battre sans courir le danger de se faire pincer par les balles, il se sera dit "je vais écrire, tâcher de dénigrer le Rédacteur de l'Argus et par là même, le parti dont il expose et fait valoir les droits, ce sera une bonne affaire, il ne continuera pas la publication, et nous aurons raison." Nous assurons donc que la promesse que nous avons faite dans notre Prospectus, de continuer un mois *gratis*, notre feuille sera mise à exécution, et nous écrirons jusqu'à ce que nous ayons forcé l'ami à se rendre et se taire; l'on verra alors qui des deux capitulera, de lui ou de nous; s'il cesse d'écrire ce sera par lâcheté, puisqu'il a commencé à vouloir nous faire la leçon. Un maître d'école ne cède à l'enfant qu'il veut réprimer, que lorsqu'il en a peur, ou qu'il est assez juste pour s'apercevoir que celui qu'il avait appelé *enfant perdu*, a raison.

Il nous parle encore de la main qui a été donnée de part et d'autre; devions nous la refuser? cette question a été résolue. Eh vraiment pourquoi toujours répéter la même chose? C'est qu'il n'avait plus rien à dire. En un mot, nous étions sur la défensive, et c'est l'opinion de tous les gens sages; il fallait se défendre, nous l'avons fait et nous le ferons tant que nous vivrons; jamais nous n'abandonnerons l'arène pour faire place à l'ami, et surtout à un homme masqué. Quant à notre fiel qui surabondait, c'est une des phrases de l'ami.

Nous avons dit "ennemis ici, amis partout ailleurs." Nous le répétons. En politique il paraît que nous ne pouvons pas nous accorder, mais hors du champ politique, nous désirons être l'ami de tout le monde. Tant pis pour ceux qui ont assez peu de bon sens pour en agir autrement. A tout événement, nous ne sacrifions pas et aucun de notre parti ne sacrifiera ses sentimens politiques, pour de l'amitié, de la protection, &c. Non, la plume à la main encore une fois, et guerre d'argumens, puisque l'ami la déclare.

*Le Rédacteur de l'Argus.*

P. S. La longueur de nos remarques nous fait craindre que l'ami ne perde haleine avant nous. Nous aurions voulu dire un mot sur les fautes innombrables de français, dont l'écrit de l'ami fourmille, mais nous ne nous sommes déjà que trop étendus. Si l'ami exige preuve la des-

sus, il n'a qu'à nous le faire dire, et nous nous rendrons avec plaisir à ses instances. En attendant, nous publions sa production telle quelle est, d'autant plus que l'ami appréhende les injustices; il ne s'en plaindra pas, nous conservons sa copie, la verra qui voudra pour la comparer; ce sera le moyen de s'assurer que nous n'avons fait aucun changement. De ces défauts de stile, de ponctuation, &c. il faut conclure que l'ami a relu son écrit ou la copie, et n'était pas suffisamment instruit pour corriger les fautes impardonnables qui s'y trouvent; s'il ne l'a pas relu, quelle confiance auront, même ses partisans, dans un homme qui livre à la presse des écrits sans les relire!

Deux Ecrits que nous avons lus dans le CANADIAN SPECTATOR du 1er Novembre, nous paraissent mériter d'être publiés autant que possible. L'énergie qui y règne, la vérité qui les caractérise, tout invite à les faire connaître. Le premier fait allusion à l'administration de Sir FRANCIS BURTON, le Gouverneur JUSTE par excellence; le second en réponse à l'écrit de C. D. E. que l'on a vu dans la gazette de Québec et dans notre avant dernier N°. Vient ensuite une leçon de l'histoire du règne de la terreur, qui en offrant les traits les plus saillans de cette fameuse administration, tire un trait de comparaison, nous ne dirons pas avec l'administration actuelle, mais bien avec certains personnages à grands caractères, &c. Voici la traduction du premier.

"Nous n'avons jamais ajouté foi au bruit qui s'est répandu que Sir Francis Burton s'est démis de la charge de Lieutenant Gouverneur de cette Province, pour une situation dans la trésorerie. Il paraît qu'il a été occupé dernièrement dans le Bureau Colonial à Londres, et nous ne doutons pas que le sujet de l'attention qu'il y a portée, ne sera en tems et lieu, connue dans cette Province. Peu d'hommes doutent que Sir F. Burton ait été traité dans cette province, non pas par le pays, non pas par le peuple, mais qu'il a été traité dans cette province très injustement. Peu d'hommes doutent que par l'influence de quelques mauvais conseillers, le Lord Bathurst lui-même, la Chambre d'Assemblée, le Conseil Législatif et le pays aient été traités injustement. Des difficultés et des embarras ont été, très inutilement révélés; et au lieu des ressources étendues que l'administration légale de Sir F. Burton avait facilement obtenues, l'on a ramené inconsidérément cet état de soupçons qui a fait que les offres libérales du corps représentatif ont été rejetées, et qu'il n'est resté de ressources que dans une violation hardie des lois, et un mépris insolent de l'opinion publique. Il faut que cet état de choses soit changé. Sir Francis Burton n'aura, nous nous flattons, aucune difficulté à diriger l'honneur et la prudence du ministère au résultat juste, et il sera encore un meilleur Ingénieur, que ces officiers habiles qui fortifient la montagne et la Rivière Chateauguay."

Voici le second écrit tel qu'il est extrait du Canadian Spectator. La lecture en sera agréable à tout vrai Canadien; elle est même attendrissante, lorsque l'on arrive à ce passage qui rappelle ces tems où le pouvoir martial tenait lieu de justice, où la vertu était opprimée, où l'on punissait les hommes qui connaissaient et voulaient maintenir les droits que la Mère-Patrie avait, dans sa sagesse, accordés et conservés aux Canadiens, ces droits que l'on niait, que l'on a admis depuis. C'est ainsi qu'ont été traités des sujets fidèles, des hommes éclairés, des hommes de trop d'honneur pour courber la tête au bruit du tonnerre de l'injustice et de la tyrannie!

*Pour le Canadian Spectator.*

Un homme dont on a vu de tems à autres des productions dans le *Mercury*, et dans la *Gazette de Québec* par autorité, vient de mettre au jour quelques nouvelles réflexions de sa façon dans celle-ci.

Il a reçu, dit-il, les cinq derniers numéros de l'Argus des Trois-Rivières. Il ne sait si c'est pour l'induire à entrer en lice, et cependant il y entre sans crainte, dit-il, bien entendu qu'il ne veut pas tremper sa plume dans la fange ordurière de ce qu'il appelle son en-